

Mobiliser les communes d'Afrique de l'Ouest francophone : une approche innovante pour les droits et la santé sexuels et reproductifs

L'Afrique de l'Ouest francophone a connu ces dernières décennies un processus de décentralisation qui donne davantage de responsabilités aux collectivités territoriales en matière de planification du développement local, y compris en matière de droits et santé sexuels et reproductifs. Comment mobiliser efficacement les communes pour qu'elles priorisent et investissent dans ces thématiques ?

LA DÉCENTRALISATION, UN CONTEXTE PROPICE

À partir des années 90, l'Afrique de l'Ouest francophone a traversé un processus de dévolution des pouvoirs depuis l'Etat central vers des niveaux infra de gouvernance appelés collectivités territoriales (communes, régions, départements selon les pays). On parle de décentralisation. Celle-ci a permis le transfert de nouvelles compétences aux collectivités territoriales dont la santé.

En tant que composante de la compétence « santé », les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR) font ainsi partie des prérogatives des collectivités territoriales, communes incluses. Ces dernières peuvent donc planifier et mettre en œuvre des activités liées aux DSSR et à la planification familiale (PF), par exemple activités de promotion et sensibilisation et offre de services ponctuelle (consultations foraines).

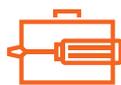
Quelques domaines de compétences transférées aux communes en Afrique de l'Ouest francophone



Santé et action sociale



Culture



Emploi et formation professionnelle



Aménagement du territoire, urbanisme et habitat



Jeunesse, sports, loisirs



Éducation et alphabétisation



Environnement, agriculture et gestion des ressources naturelles



Services de base (approvisionnement en eau et assainissement, gestion des déchets...)

LES INSTRUMENTS DE LA PLANIFICATION LOCALE

Avec la décentralisation, les collectivités territoriales jouent un rôle de premier plan dans la planification du développement local, dans les domaines de compétences transférés (DSSR inclus) et dans les périmètres territoriaux qui sont les leurs. A ce titre, elles disposent de plusieurs instruments. Les communes par exemple mobilisent :

- ▶ **Des plans de développement multisectoriels** définissent les grandes orientations stratégiques sur plusieurs années (plans communaux de développement [PCD])
- ▶ **Des plans d'investissement annuels (PIA)** détaillant les activités et montants alloués pour chaque année budgétaire
- ▶ **Des plans sectoriels** dédiés à certaines priorités de développement (VIH/sida, assainissement...)

UN ESPACE OUVERT POUR LE PLAIDOYER DSSR

En rapprochant les mécanismes de gouvernance et les services de la base, la décentralisation ouvre un espace pour la participation active de la société civile et des citoyen-ne-s. Dans le champ des DSSR, la société civile a ainsi un rôle à jouer pour assurer sa prise en compte dans les processus décisionnels des communes conformément aux engagements pris par les Etats.

Engagements des pays ouest-africains pour une meilleure prise en compte des DSSR au niveau des communes

2011-... : les plans nationaux budgétisés sur la PF intègrent des stratégies de mobilisation des communes

2017 : les ministres de la santé d'Afrique de l'Ouest francophone s'engagent via FP2020 à « mettre en place une approche inclusive de mobilisation de ressources impliquant les collectivités territoriales décentralisées, afin de garantir leur redevabilité vis-à-vis du financement de la santé de leur population »¹

2017 : le président du Niger mentionne explicitement l'importance des DSSR comme enjeu de développement dans son discours aux acteurs-rices de la décentralisation

En particulier, la société civile peut sensibiliser et informer les acteur-ric-e-s communaux sur les DSSR, une thématique souvent méconnue. Elle peut influencer l'élaboration des PCD et des PIA afin d'y inclure les DSSR et effectuer le suivi des activités et budgets prévus. Elle peut enfin impulser le développement de plans communaux sectoriels sur les DSSR.

MOBILISER LES COMMUNES EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE

Depuis quelques années, en Afrique de l'Ouest francophone, des organisations de la société civile se mobilisent pour promouvoir les DSSR dans les communes. Des plaidoyers pour renforcer leur priorisation dans les PCD et les PIA et des initiatives de collaboration avec les mairies pour la définition, la mise en œuvre et le suivi d'activités sur les DSSR sont en cours dans la sous-région.

Quelques succès de plaidoyer en Afrique de l'Ouest francophone

Sénégal

- 41 communes engagées en faveur de la PF entre 2014 et 2017 pour un total de 21,5 millions CFA (Réseau Siggil Jigéen*)
- 4 communes ayant renouvelé leurs engagements pour 2018 (Réseau Siggil Jigéen)²

Niger

- Intégration d'activités DSSR/PF dans les PCD de deux communes (Lafia Matassa*, CONGAFEN*, Scouts du Niger*)
- Trois communes formellement engagées à inscrire la PF dans leurs PIA (Lafia Matassa, CONGAFEN, Scouts du Niger)

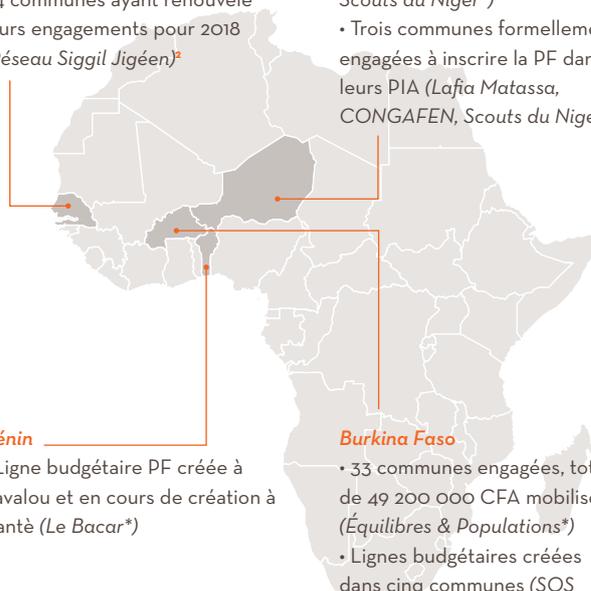
Bénin

- Ligne budgétaire PF créée à Savalou et en cours de création à Bantè (Le Bacar*)

Burkina Faso

- 33 communes engagées, total de 49 200 000 CFA mobilisés (Équilibres & Populations*)
- Lignes budgétaires créées dans cinq communes (SOS Jeunesse et Défis*)

*Organisations de la société civile porteuses des plaidoyers



Nos revendications

- ▶ Institutionnaliser la prise en compte des DSSR au niveau des collectivités territoriales en favorisant la création de lignes budgétaires dédiées
- ▶ Prioriser le suivi des budgets et des activités à travers la participation active de la société civile et des citoyen-ne-s
- ▶ Mobiliser l'ensemble des acteurs-rices à la base pour un plaidoyer renforcé : groupements de femmes, autorités coutumières et religieuses, associations de quartier...
- ▶ Impliquer l'ensemble des échelons de la gouvernance décentralisée, des communes à la base jusqu'aux régions
- ▶ Impliquer les ministères de tutelle et associations de villes et de maires au niveau macro pour accompagner l'appropriation de la thématique et le passage à l'échelle
- ▶ Favoriser l'échange d'expériences entre collectivités et entre pays, et documenter les leçons apprises en matière de priorisation des DSSR

NOTES • 1. Ministres de la Santé des neuf pays d'Afrique de l'Ouest francophone (2017). Déclaration d'engagements régionaux des pays du Partenariat de Ouagadougou au Sommet de Londres pour la Planification Familiale. Londres : Partenariat de Ouagadougou/Family Planning 2020 • 2. Advance Family Planning (2015). Mobilizing Mayoral Support in Senegal. Baltimore: Bill & Melinda Gates Institute for Population and Reproductive Health; Advance Family Planning (2017). Door opens to increase access to contraception: first-time contributions from 64 mayors total USD 125,000. Baltimore: Bill & Melinda Gates Institute for Population and Reproductive Health

Factsheet adapté de Equilibres & Populations (2018). Mobiliser les communes d'Afrique de l'Ouest francophone : un guide de plaidoyer communal en santé sexuelle et reproductive. Paris :ibid.